Le 9 décembre 2013, la DDC a organisé une table ronde sur le thème «En route pour un avenir durable: L'agenda post-2015 et la Suisse». Les participants – des représentants du milieu de la recherche, des ONG, de l'économie privée et de l'administration fédérale – ont analysé le travail accompli par la Suisse pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU après 2015.Ils ont également fait le point sur les processus nationaux mis en œuvre jusqu'ici. Les panelistes ont discuté notamment de l'importance de la sécurité alimentaire et du rôle joué par le secteur privé.

Sous la direction de Michael Gerber, ambassadeur et représentant spécial pour le développement durable mondial, les panelistes ont tiré un bilan intermédiaire concernant la position de la Suisse sur l'agenda pour un développement durable post-2015. A cette date s'achèveront en effet les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Lors des discussions, Caroline Morel, directrice de SWISSAID, a souligné l'importance des thèmes et des priorités retenus dans la position suisse, notamment les droits de l'homme, le respect des limites de la planète, le principe d'universalité et une démarche politique commune. Elle a en outre relevé que le rôle de l'économie privée n'est pas encore clairement défini et que la position de la Suisse n'accorde pas suffisamment de poids à la sécurité alimentaire et à la gouvernance.

Hans Hurni, professeur de géographie et président du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, a lui aussi regretté que la sécurité alimentaire ne figure pas dans les priorités formulées dans la position suisse relative aux Objectifs de développement durable (ODD). Il a souligné que la sécurité alimentaire constitue, à l'échelle mondiale, une thématique de première importance et rappelé que près d'un milliard de personnes souffrent toujours –périodiquement ou chroniquement – de la faim.

Le rôle du secteur privé
Le rôle du secteur privé a fait l'objet d'un débat approfondi. Michael Gerber préconise une utilisation des fonds et des connaissances du secteur privé, des fondations et des donateurs philanthropiques qui soit compatible avec le développement, comme cela est mentionné dans la position suisse concernant le programme de développement durable pour l'après-2015. Il faudrait également s'interroger sur la possibilité et la façon de mobiliser les investissements directs étrangers, les transferts de fonds des migrants ou de nouveaux instruments financiers.

Pour Christian Frutiger, directeur des affaires publiques chez Nestlé, le développement d'une agriculture durable revêt une importance majeure. Il a jugé nécessaire d'édicter des règles et d'en assurer l'application sur place, par exemple dans la production de cacao, afin d'éviter des pratiques intenables telles que le travail des enfants. Il a encore souligné la nécessité de favoriser le dialogue entre l'Etat, la société du savoir et la société civile.Caroline Morel a ajouté pour sa part qu'il importait de soutenir le secteur privé sur place et d'instaurer des possibilités de financement novatrices pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre d'objectifs.

Post-2015: accent sur la durabilité et poursuite de l'objectif de réduction de la pauvreté
Il est prévu que les Objectifs de développement durable (ODD) prennent le relais des OMD après 2015. La nouvelle orientation choisie met davantage en exergue la durabilité, dans le Nord comme dans le Sud. Les ressources doivent être préservées pour les générations futures, a déclaré Michael Gerber, avant de préciser que «la réduction de la pauvreté resterait également un objectif important au-delà de 2015 et demeurerait au centre du nouveau cadre de référence mondial.»

La Suisse place les thèmes suivants au premier plan pour la formulation des ODD:

- Développement durable
- Eradication de la pauvreté extrême
- Respect des droits de l'homme; préservation de la paix et de la sécurité
- Prise en compte des limites de la planète

La Suisse plaide en faveur de l'inscription de quatorze thèmes-clés à l'agenda ODD, notamment:

- Sécurité alimentaire
- Sécurité de l'eau
- Approvisionnement en énergie
- Egalité entre hommes et femmes
- Croissance durable, emploi et travail décent pour tous
- Education
- Consommation et production durables
- Migration et développement
- Prévention des catastrophes

Pour l'heure, la Suisse s'engage tout spécialement dans quatre domaines. En voici les objectifs spécifiques:

- Eau
- Santé
- Egalité entre hommes et femmes
- Paix et sécurité

Chacun des objectifs proposés est tridimensionnel:ils couvrent des aspects à la fois environnementaux, économiques et sociaux.

En conclusion, Michael Gerber a expliqué que la prochaine étape consistera à préciser la

position suisse et à approfondir concrètement des thèmes tels que le financement, les flux de capitaux, la cohérence politique ou les interconnexions entre les différents objectifs. D'ici à l'été 2014, le Groupe de travail interdépartemental sur l'agenda post-2015 affinera la position de la Suisse en menant des consultations publiques régulières. Ce travail devrait déboucher dans le courant de l'automne sur l'adoption par le Conseil fédéral d'un mandat de négociation en vue des délibérations qui débuteront à l'Assemblée générale de l'ONU à la fin de 2014.

Source : Confédération de Suisse